



CENTRAL OF MALE AND FEMALE WORKERS OF BRAZIL  
INTERNATIONAL RELATIONS DEPARTMENT



## **Criminalisation des mouvements sociaux et démantèlement du système public**

Les partis de la droite brésilienne ont engendré un coup d'État et destitué la Présidente élue: Dilma Rousseff, afin de mettre en œuvre un projet politique qui a été refusé aux élections présidentielles de 2014. Les premières mesures criminalisent les mouvements sociaux et attaquent le système public d'éducation et de santé.

Le 4 novembre 2016, la police civile de Sao Paulo a envahi l'école nationale Florestal Fernandes, une entité éducative qui appartient au MST, Mouvement des travailleurs Sans Terre (MST), à Guararema, dans l'état de São Paulo. Selon le mouvement des travailleurs sans-terre, le raid de la police a fait deux blessés, dont l'un avec une côte cassée. Deux membres ont été arrêtés. « Nous vivons dans un état d'exception (...) À l'instar de la violence qu'ils utilisent contre les occupations d'écoles » déclarait l'un des dirigeants du MST.

Un projet de loi approuvé par le Sénat, a retiré la participation jusque là obligatoire de l'entreprise d'état brésilienne Petrobras, dans l'exploitation du gisement pétrolier du pré sel annulant ainsi 75 % des royalties qui étaient destinées à l'éducation et des 25 % pour la santé.

De plus, le nouveau ministre de l'éducation, Mendonça Filho veut la mise en œuvre du projet intitulé « école sans parti ». Ce projet vise à censurer les enseignants en classe, leur interdisant de commenter le contenu enseigné, l'argument étant que les enseignants défendent un « endoctrinement marxiste » dans les écoles. En outre, le gouvernement fédéral a envoyé au Congrès la mesure provisoire 746, qui prévoit de mettre fin à l'enseignement dans les lycées des matières suivantes: philosophie, sociologie, arts et éducation physique.

Les parlementaires ont déjà approuvé un projet de loi, envoyé au Sénat, qui congèlerait pendant 20 ans, les investissements dans l'éducation et la santé publique. La réponse des jeunes a été immédiate : il y a actuellement plus de 200 universités et 600 lycées occupés dans tout le pays et le mouvement continue à prendre de l'ampleur.

La répression contre les étudiants occupant leurs écoles a été particulièrement violente et illégale : À Brasilia, le juge Alex Costa de Oliveira a autorisé le recours à la torture contre des adolescents pour les forcer à quitter les écoles occupées. Il a permis à la police militaire d'encercler les écoles, de couper l'approvisionnement en eau, électricité et gaz, ainsi que d'empêcher l'entrée d'aliments et de visiteurs. Il a également permis dans son ordonnance l'utilisation de bruit pendant la nuit pour empêcher les étudiants de dormir.

La lycéenne Ana Júlia Ribeiro, 16 ans lors d'un discours historique à l'Assemblée législative de l'état du Parana a déclaré que les étudiants savent ce pour quoi ils se battent: « Nous ne sommes pas là pour nous amuser. Notre bannière est l'éducation. Nous sommes un mouvement qui se soucie pour les générations futures, la société et l'avenir du pays. » déclara-t-elle, visiblement émue.

« Ils veulent en outre, censurer la discussion des questions de genre dans les écoles, empêchant une saine discussion sur l'éducation sexuelle et l'égalité des genres », a affirmé Camila Lanes, Présidente du Syndicats des Lycéen-nes.

Avec pour slogan « occuper et résister », les étudiants des quatre coins du Brésil ont réaffirmé l'espoir de jours meilleurs dans le pays et ce malgré la violence institutionnalisée au Brésil après coup d'État, la jeunesse promet de défendre jusqu'au bout l'éducation publique.

São Paulo, 21 Novembre 2016.